

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

Deuxième trimestre 2026

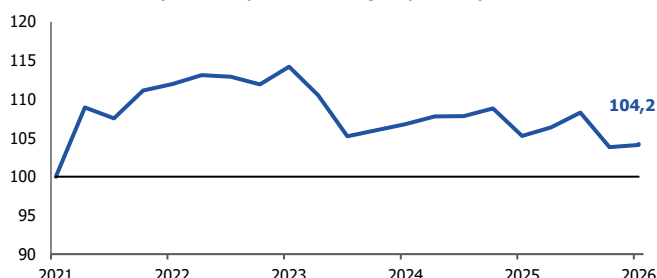
La conjoncture économique de la Polynésie française conserve une trajectoire positive au deuxième trimestre 2026. L'indicateur du climat des affaires se stabilise à 104,2 points, conforté par une inflation contenue et un marché du travail résilient.

Au niveau sectoriel, la fréquentation touristique poursuit le fléchissement amorcé en début d'année. Le secteur de la construction se démarque par son dynamisme, marqué par la hausse des crédits. Les exportations de produits locaux rebondissent, après le fléchissement du trimestre précédent.

Léger ralentissement de l'activité, mais un trimestre à venir plus prometteur

Un climat des affaires résilient

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

© IEOM

Au deuxième trimestre 2026, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'établit à 104,2 soit un niveau stable par rapport au trimestre précédent (104,1).

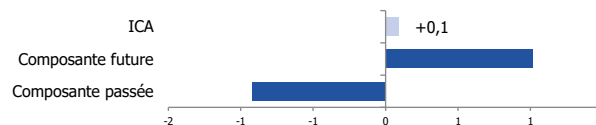
Si le ralentissement anticipé de l'activité s'est concrétisé, la dynamique s'avère moins prononcée que le redoutaient les chefs d'entreprise. Les signaux s'inversent par rapport au trimestre précédent : la composante passée (appréciation du trimestre écoulé) se dégrade, tandis que la composante future (appréciation du trimestre à venir) s'améliore. L'inflexion de l'activité semble ainsi circonscrite au deuxième trimestre.

De surcroît, le maintien l'ICA au-dessus de sa moyenne de longue période témoigne d'une conjoncture toujours solide.

Enfin, bien que les perspectives pour le trimestre à venir soient plus modérées qu'au premier trimestre, plus de la moitié des dirigeants interrogés estiment que l'évolution de leur situation reste plutôt facile à prédire.

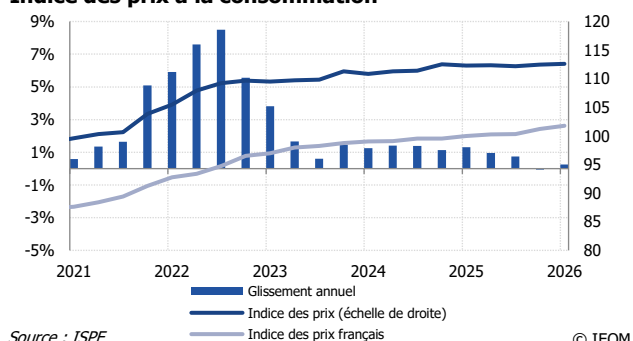
Les résultats de l'enquête de conjoncture pointent ainsi une consolidation de l'activité. Toutefois, la prudence reste de mise, les chefs d'entreprise anticipant une stabilisation de leurs effectifs et de leurs investissements.

Contribution des composantes passées et futures à l'évolution de l'ICA



L'inflation reste stable

Indice des prix à la consommation



L'indice des prix à la consommation (IPC) se maintient au même niveau qu'au deuxième trimestre 2025 (-0,1 % sur l'année).

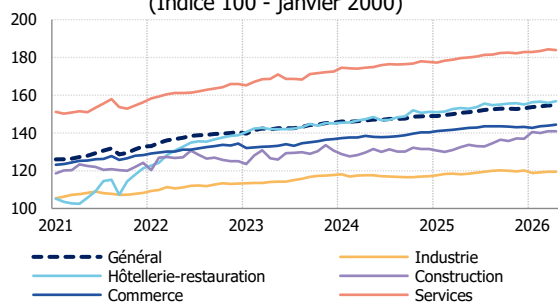
Cette évolution s'explique principalement par une hausse sur un an des prix de l'éducation (+3,4 %), de l'hôtellerie-restauration (+2,0 %), de l'assurance et des autres biens et services (+2,0 %), compensée par une baisse des prix dans les secteurs de l'habillement (-8,9 %) et des transports (-2,3 %).

L'index BTP gagne 1 % sur un an, grâce à la hausse limitée du prix des matériaux.

Le marché du travail demeure solide

À fin juin 2026, l'indice de l'emploi salarié marchand progresse de 2,5 % en glissement annuel. Le rythme d'embauche ralentit toutefois dans l'ensemble des secteurs, freiné par une décélération de l'activité au second trimestre. L'emploi reste néanmoins très dynamique dans la construction (+7,1 %), toujours soutenu par les travaux de rénovation de plusieurs hôtels à Bora Bora notamment et la préparation des Jeux du Pacifique 2027. La tendance demeure également favorable dans le secteur tertiaire, notamment : l'hôtellerie-restauration (+2,9 %), les autres services (+2,2 %) et le commerce (+1,4 %), tandis qu'elle devient atone dans l'industrie (+0,1 %).

Indice de l'emploi salarié (Indice 100 - janvier 2000)

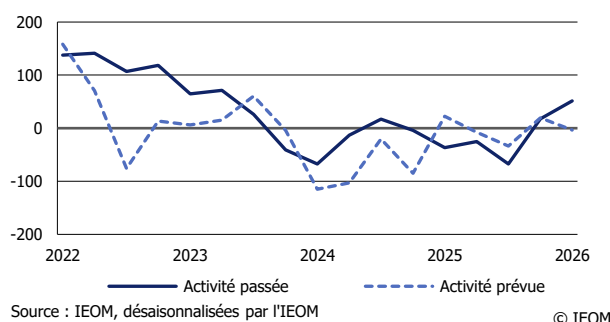


À fin mars, les effectifs salariés augmentent de 2,7 % sur un an. Les secteurs du BTP et des services se révèlent particulièrement moteurs (+6,8 % et +4,3 % respectivement). À l'inverse, les effectifs salariés du secteur primaire se replient légèrement sur l'année (-0,5 %).

Le secteur du commerce porté par une hausse de la demande intérieure

La production de crédits à la consommation continue de se contracter (-7,8 % sur un an). Pour autant, les importations de biens de consommation destinés aux ménages repartent à la hausse. Cette reprise est portée à la fois par les produits alimentaires, qui progressent de 14,1 %, et les biens de consommation hors alimentaire, qui progressent de 7,9 %.

Solde d'opinion de l'activité dans le secteur du commerce (données CVS)



L'enquête de conjoncture de l'IEOM confirme cette dynamique. Sur la période, la majorité des chefs d'entreprises du commerce témoignent d'une légère amélioration de leur activité malgré une hausse de leurs charges, une situation qui devrait selon eux se stabiliser au trimestre prochain.

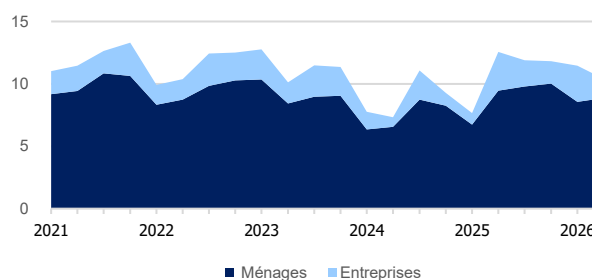
L'investissement tiré par les entreprises

La progression des intentions d'investir à l'horizon d'un an exprimées par les chefs d'entreprise dans l'enquête de conjoncture traduit une confiance persistante dans les perspectives économiques du territoire à moyen terme.

Cette résilience de l'investissement productif se reflète dans la production de crédits à l'équipement, qui progresse de 37,0 % sur un an, pour atteindre 13,3 milliards XPF au deuxième trimestre, porté par les travaux de rénovation du secteur hôtelier.

Du côté des ménages, la hausse de l'investissement observée doit être mise en perspective avec la tendance annuelle. En effet, si les crédits immobiliers progressent par rapport au début de l'année (+3,6 %), leur rythme s'essouffle. En glissement annuel, ils affichent -6,1 %, s'établissant à 8,9 milliards XPF.

Production de crédits immobiliers (en milliards XPF)



Ainsi, le total des financements d'investissements immobiliers (incluant les ménages et les entreprises) fléchit de 17,2 % en glissement annuel, pour s'établir à 10,4 milliards XPF.

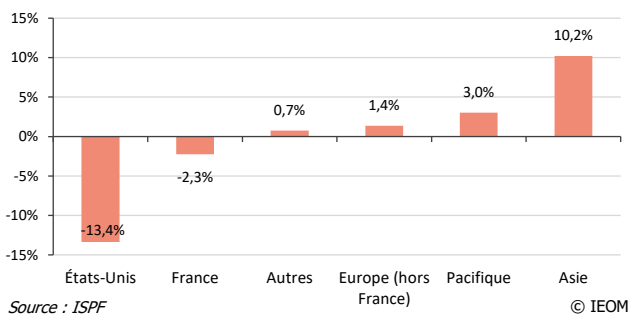
Les secteurs primaire et de la construction bien orientés

La fréquentation touristique en manque de vigueur

L'évolution du tourisme reste timide en Polynésie française, où la fréquentation touristique se chiffre à 75 015 visiteurs sur les quatre premiers mois de l'année, en recul de 5,6 % par rapport à 2025. Ce repli concerne principalement les touristes terrestres (-6,5 % entre janvier et avril, en glissement annuel). Il est moins marqué pour les croisiéristes (-2,3 % sur la même période).

La baisse du nombre de touristes américains observée au premier trimestre se poursuit (-13,4 % sur les quatre premiers mois de l'année en glissement annuel). À cela s'ajoute désormais le repli du nombre de touristes en provenance de l'hexagone (-2,3 % sur la même période).

Évolution de la fréquentation touristique par marché émetteur
(janvier-avril 2026 par rapport à janvier-avril 2025)



Interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEOM, 9 hôteliers sur 10 témoignent d'une amélioration de leur activité au premier trimestre 2026 et près de la moitié anticipent une amélioration de leur activité pour le trimestre à venir. Par ailleurs, la majorité d'entre eux prévoit toujours une stabilisation de l'investissement.

Le BTP soutient l'activité du secteur secondaire

Au deuxième trimestre, les résultats de l'enquête de conjoncture auprès des professionnels du secteur secondaire se révèlent particulièrement hétérogènes. Qu'il s'agisse du BTP ou de l'industrie, les opinions exprimées ne permettent pas de dégager de tendance claire.

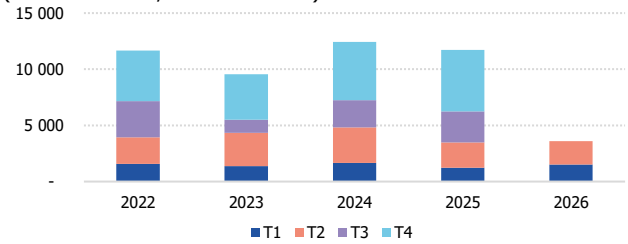
Toutefois, l'activité du secteur des travaux publics bénéficie toujours des investissements publics et de la hausse des crédits bancaires. Les dépenses liquidées du service d'État de l'aviation civile s'inscrivent en hausse (+24 % en un an), modérées par le recul des dépenses de l'équipement public (-9,1 % en glissement annuel). Les encours de crédit à l'investissement, portés par l'aviation, progressent de 8,6 % en glissement annuel. Enfin, l'activité du BTP est confortée par les travaux de rénovation du secteur hôtelier.

En témoignent les importations de ciment qui bondissent à 18 246 tonnes. Au premier semestre 2026, cela

représente une hausse des volumes importés de +9,7 % en glissement annuel.

Dépenses liquidées par la direction de l'Équipement

(données brutes, en millions XPF)



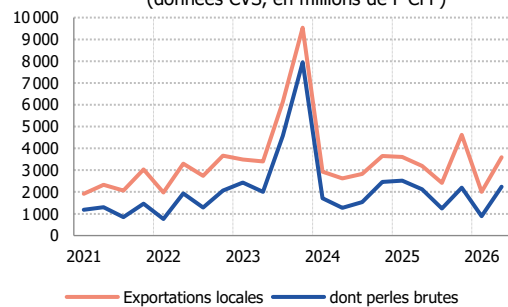
Dans l'industrie agroalimentaire, les exportations locales ont reculé de 15,9 % en volume sur un an, bien que leur valeur ait progressé (+3,4 %), traduisant une hausse des prix à l'exportation. Pour le trimestre à venir, la moitié des industriels prévoient une augmentation de leurs investissements.

Le secteur primaire rebondit

Après un premier trimestre marqué par un repli quasi généralisé des exportations locales (perles, vanille, noni, monoï), l'activité commerciale amorce un net redressement au deuxième trimestre. Principal moteur de ce secteur, avec 63 % des parts à l'export, la filière des perles brutes se redresse après avoir enregistré une chute de près de 65 % (en valeur comme en volume) au premier trimestre. Ainsi, les exportations de perles brutes s'élèvent à 2 246 millions XPF, surpassant les performances de l'exercice précédent (+5,8 % en valeur par rapport au deuxième trimestre 2025).

Exportations de produits locaux

(données CVS, en millions de F CFP)



Les exportations de vanille s'intensifient elles aussi, avec une progression de 36,2 % en volume sur un an. La filière pêche poursuit sa tendance haussière amorcée fin 2025. Les exportations de poissons au second trimestre progressent de plus de 73 % en glissement annuel, en valeur comme en volume.

Incertitude géopolitique et prix élevés de l'énergie pèsent sur la croissance

Les tensions au Moyen-Orient alimentent les incertitudes de l'environnement international au deuxième trimestre 2026. Les prix de l'énergie demeurent élevés ; le prix du baril oscillant entre 90 et 100 dollars ; contrebalançant la dynamique insufflée par les investissements massifs réalisés dans les nouvelles technologies, intelligence artificielle en tête. Les perspectives de croissance mondiale restent stables, à 3,0 % pour l'exercice 2026 dans les dernières prévisions du FMI, mais masquent des situations contrastées.

À la faveur de leur rôle de leader de l'innovation dans l'intelligence artificielle et d'exportateurs nets d'énergie, les Etats-Unis résistent à cette incertitude. Cependant, la croissance du PIB US ralentit à 1,5 % au deuxième trimestre en rythme annualisé (après 2,1 % au trimestre précédent). L'inflation, malgré le ralentissement enregistré aux mois de juin et juillet, y reste sensiblement supérieure à l'objectif de 2% de la Réserve Fédérale, entretenant une attente forte autour des futures évolutions des taux d'intérêt directeurs.

Importatrice nette d'énergie et desservie par une confiance des ménages en berne, la zone euro enregistre une croissance faible, bien que supérieure aux anticipations, à 0,4 % sur le trimestre. L'Espagne se distingue par un certain dynamisme de son économie (+0,7 %), alors que l'Italie et l'Allemagne enregistrent des performances plus modestes (+0,2 %). En France, la croissance rebondit au deuxième trimestre à +0,2 % après -0,1 % le trimestre précédent.

L'inflation a progressivement ralenti au cours du trimestre. Elle ressort à 2,8 % à fin juin dans la zone euro, niveau supérieur à la cible de 2 %. Le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne a maintenu le 26 juillet 2026 les taux d'intérêt directeurs inchangés, tout en surveillant de près l'intensité et la durée du choc énergétique, susceptibles d'alimenter une montée des prix dans la zone euro.

L'économie japonaise souffre elle aussi des coûts élevés de l'énergie, malgré l'effet de mesures fiscales en ayant amorti l'impact, entraînant un ralentissement de sa croissance, à 1,1 % au second semestre 2026 en rythme annualisé.

Les économies émergentes et en développement connaissent des évolutions contrastées, fonctions de leur dépendance aux importations d'énergie ou de leur insertion dans les chaînes de valeur internationales. L'économie indienne bénéficie toujours de perspectives de croissance élevées pour l'exercice 2026, malgré des anticipations de ralentissement en raison de sa dépendance aux importations d'énergie. Les prix élevés de l'énergie pèsent également sur l'économie chinoise, dont la croissance accuse un léger ralentissement au second trimestre, à 4,3 % sur un an, contre 5,0 % au trimestre précédent.

Sources : FMI (WEO, juin 2026) , Banque de France (Projections macroéconomiques France, juin 2026, Bulletin économique de la BCE n°5/2026), Banque du Japon (Highlights of the Outlook for Economic Activity and Prices (July 2026)), Banca d'Italia (Economic Bulletin n°3-2026), Bundesbank (The German economy monthly report-August 2026)

L'Asie Pacifique avance à plusieurs vitesses, entre croissance fragile, inflation contrastée et marchés du travail sous pression

En Australie, la croissance économique a progressé de 0,3 % au premier trimestre 2026, un rythme inférieur aux attentes et en net ralentissement par rapport à la fin 2025. C'est la plus faible croissance en un an, pénalisée par la consommation des ménages et les dépenses publiques, des perturbations climatiques et une demande extérieure affaiblie. Les exportations reculent de 1,1 %, notamment en raison de moindres expéditions de charbon et de minerai de fer, tandis que les importations augmentent de 2,1 %. L'inflation a ralenti à 3,8 % en juin 2026, mais reste au-dessus de la cible de la banque centrale (2-3 %). C'est la hausse la plus modérée depuis février. Le taux de chômage est légèrement remonté à 4,5 % en juillet (niveau comparable à celui d'avril, à un plus haut depuis fin 2021). En août, la RBA a maintenu son taux directeur à 4,35 %.

L'économie néo-zélandaise a progressé de 0,8 % au premier trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent, en progression après une croissance révisée à 0,5 % au 4e trimestre 2025. La croissance est principalement portée par les services, avec de bonnes performances dans le commerce. En revanche, les industries primaires reculent de 0,5 %, pénalisées par une forte baisse de l'activité minière (-11,6 %). Du côté de la demande, la consommation privée et l'investissement augmentent chacun de 0,8 %, tandis que les dépenses publiques progressent de 0,4 %. Le taux de chômage est remonté à 5,6 % au deuxième trimestre. C'est son plus haut niveau depuis 2015, dans un contexte où les entreprises subissent encore le choc énergétique mondial. L'inflation annuelle a accéléré à 4,1 % au deuxième trimestre 2026, contre 3,1 % au trimestre précédent. Elle dépasse les prévisions et sort de la fourchette cible de la banque centrale, atteignant son plus haut niveau depuis fin 2023. En juillet 2026, la RBNZ a relevé son taux directeur de 25 points de base, à 2,50 %.

L'économie indonésienne a progressé de 3,7 % au deuxième trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent, effaçant la contraction de 0,8 % enregistrée au premier trimestre. Cette croissance est principalement portée par une reprise de la consommation privée (+2,7 % après +1,0 % au T1). Les dépenses publiques rebondissent également de manière marquée (+15,0 % après -30,1 %). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance, même si les exportations (+8,4 %) progressent moins vite que les importations (+12,4 %). Le marché du travail s'avère résilient, avec un taux de chômage à 4,7 % en mars 2026. En août 2026, la Bank of Indonesia a maintenu son taux directeur à 5,75 %. L'inflation annuelle a ralenti à 2,9 % en juillet, restant dans la fourchette cible de 1,5 % à 3,5 %.

Aux îles Fidji, l'économie devrait progresser de 1,5 % en 2026, après une hausse estimée de 3,0 % en 2025, sous l'impulsion du secteur tertiaire. Entre janvier et juin 2026, la production de bois ainsi que la production aurifère se dégradent tandis que la fréquentation touristique progresse. L'inflation a fortement augmenté pour atteindre 6,1 % en juin. En juillet 2026, la RBF a maintenu son taux directeur à 0,25 %.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, BPS-Statistics Indonesia, Reserve Bank of Fiji, New Zealand Parliament, Asian Development Bank

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : T. BELTRAND ■ Responsable de la rédaction : D. BRUNEL

Rédaction : B. TICHET